

PRESENTATION

Qu'est-ce que la Section disciplinaire ?

Dans les établissements d'enseignement supérieur publics placés sous la tutelle du Ministre chargé de l'enseignement supérieur, le contrôle de la discipline des Usagers relève des attributions du Conseil académique de l'établissement, constitué en section disciplinaire.

La Section disciplinaire est **une véritable juridiction administrative spécialisée**, qui **contrôle** les éventuels manquements disciplinaires commis par des Usagers de l'établissement, et les **sanctionne** en tant que de besoin.

Sa compétence, sa composition, la procédure menée devant cette formation, et les sanctions applicables, sont régies par le Code de l'éducation.

Textes de référence :

- *partie législative du Code : articles L. 711-1, L. 712-2, L. 712-4, L. 712-6-2, L. 811-5 et L. 811-6*
- *partie réglementaire du Code : articles R. 712-9 à R. 712-46, articles R. 811-10 à R. 811-15*

Quelles sont les attributions de la Section disciplinaire ?

➤ *Qui est concerné ?*

Tous les usagers de l'Université Côte d'Azur relèvent de la Section disciplinaire du Conseil académique de l'établissement.

➤ *Quels faits relèvent de la Section disciplinaire ?*

Aucun texte ne donne une définition légale de la notion de faute disciplinaire. Il n'existe pas non plus de texte énumérant de manière exhaustive les actes, faits et/ou comportements commis par un usager, et qui seraient constitutifs d'un manquement disciplinaire fautif.

La Section disciplinaire apprécie donc au cas par cas l'existence d'un manquement disciplinaire fautif et la sanction à prononcer.

Toutefois, l'article R. 712-10, 2° du Code de l'éducation énonce expressément un certain nombre de situations caractérisant une faute disciplinaire. Tel est le cas lorsqu'un usager est auteur ou complice, notamment :

- a) D'une fraude ou d'une tentative de fraude commise à l'occasion d'une inscription, d'une épreuve de contrôle continu, d'un examen ou d'un concours ;
- b) D'un fait de nature à porter atteinte à l'ordre ou au bon fonctionnement de l'Université ;
- c) D'une fraude ou d'une tentative de fraude commise à l'occasion d'une inscription dans un établissement d'enseignement supérieur privé lorsque cette inscription ouvre l'accès à un examen de l'enseignement supérieur public ou d'une fraude ou tentative de fraude commise dans cette catégorie d'établissement ou dans une université, à l'occasion d'un examen conduisant à l'obtention d'un diplôme national.

En synthèse, il y a **faute disciplinaire**, commise par un usager, **en présence de tout acte, fait et/ou comportement constitutif d'un manquement à ses obligations**, telles que résultant :

- des statuts, du règlement intérieur, du règlement des études, des modalités de sélection et/ou des modalités de contrôle de connaissance, en vigueur dans l'établissement dans lequel il est inscrit ou veut s'inscrire,
- des textes législatifs et réglementaires généraux qui lui sont applicables *es qualité*, tels les articles 225-16-1 à 225-16-3 du Code pénal (interdiction du bizutage).

APPEL A CANDIDATURES

La Section disciplinaire compétente à l'égard des Usagers est composée de **12 membres**, élus au sein du Conseil académique, et répartis en 4 collèges, à savoir :

- 2 Professeurs des universités ou personnels assimilés (collège 1) ;
- 2 Maîtres de conférences ou personnels assimilés titulaires (collège 2) ;
- 2 représentants des personnels titulaires, exerçant des fonctions d'enseignement, appartenant à un autre corps de fonctionnaires (exemples : PRAG, PRCE, etc.) (collège 3) ;
- 6 usagers titulaires (qui seront suppléés, en tant que de besoin, par 6 usagers suppléants) (collège 4).

Chaque collège est composé à parité d'hommes et de femmes, élus pour la durée de leur mandat au sein du Conseil académique (soit 4 ans renouvelable pour les Enseignants-Chercheurs et les Enseignants, et 2 ans renouvelable pour les Usagers).

La Section disciplinaire est présidée par l'un des quatre Professeur des Universités, membres du collège 1 de ladite Section.

⇒ *Nota bene* :

- La Section disciplinaire bénéficie de l'assistance d'un Secrétaire, mis à sa disposition par le Président de l'Université.
- Le Président de l'Université ne peut pas être membre de la Section disciplinaire.

Au vu de la composition de la Section disciplinaire, doivent être désignés :

- **1 femme ET 1 homme**, Professeurs des universités ou personnels assimilés (collège 1)
- **1 femme ET 1 homme**, Maîtres de conférences ou personnels assimilés titulaires (collège 2)
- **1 femme ET 1 homme**, représentants des personnels titulaires, exerçant des fonctions d'enseignement, appartenant à un autre corps de fonctionnaires (collège 3)
- **3 femmes ET 3 hommes** usagers titulaires (collège 4)
- **3 femmes ET 3 hommes** usagers suppléants (collèges 4)

Les membres du Conseil académique relevant des collèges précités, et qui seraient intéressés pour devenir membres de la Section disciplinaire compétente à l'égard des Usagers, doivent faire acte de candidature **AU PLUS TARD LE JEUDI 23 JANVIER 2020 A MIDI, PAR MAIL** (contact : audrey.bouchet@univ-cotedazur.fr).



⇒ Nota bene : à titre **exceptionnel**, si le nombre de candidatures est insuffisant à la date de clôture sus-évoquée, des déclarations de candidatures seront encore possibles lors de la séance prévue pour l'élection des membres.

Informations importantes à l'attention des candidats

1°) Comment sont désignés les membres de la Section disciplinaire ?

Conformément aux textes en vigueur, les membres sont élus au sein du Conseil académique par et parmi les représentants élus relevant du collège auquel ils appartiennent.

L'élection des membres de chaque sexe au sein de chaque collège a lieu au scrutin plurinominal majoritaire à deux tours ou, lorsqu'un seul siège est à pourvoir, au scrutin uninominal majoritaire à deux tours. Le vote est secret.

L'élection de chacun des membres est acquise à la majorité absolue des suffrages exprimés au premier tour, à la majorité relative au second tour. En cas d'égalité des voix, le membre le plus âgé est désigné.

⇒ Nota bene :

- Les membres élus de la Section disciplinaire compétente à l'égard des Usagers peuvent être élus en tant que membres de la Section disciplinaire compétente à l'égard des Enseignants-chercheurs et des Enseignants.
- Une désignation d'office d'un ou plusieurs membres peut intervenir dans certains cas.

2°) Qu'implique la fonction de membre de la Section disciplinaire ?

1°) DISPONIBILITE : Les membres chargés d'un dossier disciplinaire doivent être disponibles pour l'instruire et/ou le juger, c'est-à-dire pour rechercher les éléments de preuve, à charge et à décharge, pour étudier tout le dossier, et surtout : pour être présents lors des audiences et du délibéré (des conditions strictes de quorum sont en effet exigées pour la régularité de chaque procédure et de chaque décision).

⇒ Nota bene : le délai moyen de traitement d'un dossier disciplinaire concernant des Usagers est de 1 mois.

2°) IMPARTIALITE : Nul ne peut connaître d'un dossier disciplinaire s'il existe une raison objective de mettre en doute son impartialité. Le membre de la Section disciplinaire qui est chargé d'un dossier, et qui suppose en sa personne une cause de récusation, ou estime, en conscience, devoir s'abstenir, doit se faire remplacer dans les conditions prévues les textes.

⇒ Nota bene : toute personne concernée peut demander la récusation pour partialité d'un membre de la Section disciplinaire, désigné pour traiter de son dossier. Le traitement de cette demande est régi par les textes.

3°) CONFIDENTIALITE : Les membres de la Section disciplinaire (et le Secrétaire) sont tenus de respecter le secret sur l'ensemble des opérations d'instruction et de jugement dans chaque dossier, et notamment sur les opinions exprimées lors des délibérations.

⇒ Nota bene : Cette obligation perdure même après que la décision soit rendue. Elle implique de s'abstenir de communiquer sur les dossiers, quel que soit le support de communication (en ce inclus les réseaux sociaux).